LaMeuse.be

Mis à jour le Vendredi 11 Janvier 2013 à 19h49

Le plan «imbuvable» d'Infrabel

Le gouverneur a décidé de mener la fronde

Rédaction en ligne

Aucune ligne ferroviaire n'est épargnée, les Luxembourgeois contre-attaquent

« *Ce plan est imbuvable pour les Luxembourgeois! Et il l'est tout autant pour les Namurois et les Liégeois dans la mesure où il met en péril les liaisons entre la province de Luxembourg et ses voisines* ». Prenant la tête du consensus luxembourgeois (partis, syndicats, patrons…), le gouverneur Caprasse n'a pas mâché ses mots vendredi. Ce plan, c'est celui concocté par les têtes pensantes d'Infrabel, la société chargée de l'infrastructure ferroviaire en Belgique. Appliqué tel quel, il implique ni plus ni moins à moyen terme, la disparition de toute circulation ferroviaire au sud de Namur! « *Ce serait tout de même incroyable que 35 ou 40 ans après son combat pour obtenir ce qu'elle appelait à l'époque «sa juste part», la ruralité vive un tel retour en arrière* », commente encore Bernard Caprasse. Vendredi donc, les forces vives ont invité les directions d'Infrabel et de la SNCB à venir s'expliquer. Elles y ont délégué deux représentants qui n'ont fait que répéter les tenants et aboutissants de ce plan dicté par la disette de l'État fédéral sans, évidemment, s'engager sur un éventuel retour en arrière Alors, les Luxembourgeois ont institué un «comité de vigilance» chargé d'entamer des négociations avec les ministres fédéral et régional de la mobilité et d'appliquer un plan d'actions en quatre points.

1 **La modernisation de la ligne 162 doit avoir lieu**

Alors même que l'entretien de la ligne Bruxelles-Luxembourg n'est plus garanti que pendant cinq ans, Infrabel reporte à 2022 la fin des travaux de modernisation. Puisque c'est l'argent disponible au sein de la clef Flandre-Wallonie 60/40 qui fait défaut, les Luxembourgeois proposent de retirer ce programme de travaux de ladite clef et de lui offrir un financement

exceptionnel comme ce fut le cas pour les lignes TGV. Pas question de TGV ici mais d'une ligne capable de faire circuler les trains pendulaires à grande vitesse. Au passage, rappellent-ils, il y a 60 millions à aller chercher à l'Europe.

2 **Un classement des lignes qui doit être revu**

La catégorisation du réseau en A, B et C est « *inacceptable, elle doit être revue* », dit le comité de vigilance. Un comité qui, au passage, se pose des questions sur les critères objectifs qui justifient ce classement. « *Quand on sait que 5000 voyageurs prennent chaque jour les lignes 42 et 43, versées en C (sans investissement) il y a de quoi se poser des questions* », dit Bernard Caprasse.

3 **Une concertation à mener avec le Grand-Duché**

Les Luxembourgeois exigent de la SNCB et d'Infrabel une concertation approfondie avec le Grand-Duché de Luxembourg (touchée en trois points frontières par les projets de mesures). « *Il est urgent que ce pays soit considéré comme un interlocuteur de premier ordre par la SNCB!* »

4 **Le train de la colère si rien ne bouge**

« *Si nous n'obtenons pas satisfaction nous organiserons un train de la colère qui fera monter à Bruxelles tous les usagers Luxembourgeois, menace encore le comité de vigilance. Et nous inviterons les Grand-ducaux, les Namurois et Liégeois concernés.»*

L.S.